https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1416

Le salut de la France passe par l'abolition des armes nucléaires

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : lundi 6 octobre 2025

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

L'impensé qui gangrène la vie politique française, c'est l'arme nucléaire.

On n'y pense pas, parce qu'il nous faudrait penser l'impensable : notre anéantissement collectif. Trop monstrueux pour y songer. Cela arrange bien les lobbies militaro-industriels qui mènent le monde. D'où l'omerta politico-médiatique.

Mais comment peut-on prétendre vivre dans une démocratie et confier sans broncher à un seul individu le pouvoir exorbitant de faire massacrer des millions de personnes, à l'étranger par son armée, et par effet boomerang, dans son propre pays - le nôtre ? Le tout pour défendre "nos intérêts vitaux". Ah bon ? Sans procès, sans appel, sans avoir à en rendre compte à qui que ce soit.

Code pénal, Article 462-11 : *"N'est pas constitutif d'une infraction visée par le présent livre le fait, pour accomplir un acte nécessaire à l'exercice par la France de son droit de légitime défense, d'user de l'arme nucléaire ou de toute autre arme dont l'utilisation n'est pas prohibée par une convention internationale à laquelle la France est partie."*

Par cet article, voilà notre président exonéré d'avance, lui et ses agents d'exécution, d'un crime contre l'humanité - rien de moins. Du coup, nous, ses financeurs, sommes aussi exonérés de toute complicité. Tant mieux, n'y pensons plus.

Mais comment peut-on imaginer qu'un chef d'État à qui l'on attribue un tel droit de vie et de mort sur ses congénères et ses concitoyens puisse se croire obligé de respecter le droit des personnes, par exemple celui de se déplacer librement, ou celui de donner son "consentement éclairé" avant de subir un traitement médical ou dit tel, une injection par exemple ? Et pourquoi un tel "chef de guerre" devrait-il respecter... le résultat des urnes ? Quand on est chef, on commande. On nomme. On désigne. On décide. On tranche. On dissout. Ce que pense le peuple, on s'en tamponne le coquillard. Jupiter demande-t-il l'avis des pauvres humains ?

Mais comment peut-on prétendre faire respecter le droit quand on ne le respecte pas soi-même ? La France est tenue par l'article VI du TNP, auquel elle a adhéré en 1992, de négocier avec les autres Etats dotés l'élimination de ses armes nucléaires et des leurs. Mais elle ne le leur a jamais proposé et n'a jamais cessé de perfectionner les siennes. Le président de la République, lui, doit d'après la Constitution garantir le respect des traités. Il n'a jamais respecté ce traité-là, « pierre angulaire » de l'ordre nucléaire mondial et du droit international. Il est hors-la-loi, n'y pensons pas.

Comment peut-on attendre, d'une classe politique fascinée par ce pouvoir absolu au regard duquel le pouvoir de droit divin des monarques d'antan fait figure de piètre plaisanterie, qu'elle cesse de ne penser qu'à ça et fasse passer l'intérêt général avant l'obsession de la prochaine présidentielle, pure compétition entre Egos ?

Comment ne pas voir que l'arme nucléaire est le sceptre commun des dictateurs imbus de leur personne et leur pouvoir, tels MM. Poutine, Trump, Netanyahou, qui s'en servent pour piétiner le droit international et tous les droits humains ? Il faut être doué d'humanité et s'appeler Mikhaïl Gorbatchev pour vouloir s'en priver.

Comment ne pas voir que l'actuel président français, *mutatis mutandis,* n'échappe pas à la règle ? Il « n'en fait qu'à sa tête » ou pour le moins, il y tendait et y tend sans doute encore. Les Français devraient comprendre qu'il faut le priver, lui, ses successeurs et tous ses homologues étrangers sans aucune exception, de cet élixir de puissance ou plutôt, de domination. Car la puissance est créatrice et positive, et la domination ne l'est pas.

Copyright © www.acdn.net

On ne peut pas construire un "autre monde", *un monde vivable*, en continuant à vivre à l'ombre des bombes atomiques.

Il faut donc faire de l'élimination totale, négociée, planifiée et strictement contrôlée, des armes nucléaires, l'objectif structurant de tout programme politique qui voudrait refonder notre démocratie sur des bases saines, réellement conformes aux valeurs républicaines : Liberté, Égalité, *Fraternité.*

Pour sa part, le Rassemblement national veut "inscrire dans le marbre de la Constitution la force de dissuasion nucléaire". Ou du moins ses chefs, car ses électeurs sont, quant à eux, majoritairement favorables à l'abolition des armes nucléaires (sondage IFOP-ACDN, mars 2025).

Si la gauche veut présenter une alternative crédible au RN et obtenir le soutien des esprits républicains qui, sans nécessairement se dire de gauche, ne peuvent être que des humanistes convaincus, c'est cet objectif qu'elle doit mettre en avant et au coeur du programme de gouvernement autour duquel elle pourrait s'unir et, si une dissolution devait avoir lieu, se faire élire.

La France manque d'un grand dessein humaniste et pacifique, voilà ce dont elle souffre, voilà ce à quoi aspirent au moins six Français sur dix. Qu'on leur donne la parole. Qu'on leur fasse confiance. Qu'on leur permette de choisir entre l'enfer et la raison et de bâtir un monde sensé et fraternel. C'est, pour tous les républicains sincères et notamment pour la gauche et les écologistes, une chance et un devoir.

Le 6 octobre 2025

Jean-Marie Matagne

Post-scriptum :

SIPRI

Copyright © www.acdn.net